

Un maire en quête

Avant, ils venaient tout seuls. Maintenant c'est aux maires de trouver un médecin. On en est là à Vallabrègues, village situé au cœur du triangle entre Arles, Avignon et Nîmes. Après 35 ans de service, le généraliste du village qui a soigné cinq générations de patients, est parti en retraite en juin 2017. Le maire Jean-Marie Gilles, a tout tenté pour séduire un successeur. En vain depuis deux ans. C'est d'autant plus regrettable que la petite commune dispose d'une Maison de Services flambant neuve, au sein de laquelle elle met gracieusement à disposition, un appartement de fonction, ainsi qu'un studio équipé pour un futur remplaçant, et un cabinet médical tout aussi neuf pour un loyer mensuel de 500 €.

Le bâtiment, face à l'hôtel de ville, abrite également plusieurs cabinets paramédicaux dédiés à la kinésithérapie, l'orthopédie, la diététique et bientôt la pédicure. En outre Vallabrègues est classé en zone d'action complémentaire, ce qui permet de bénéficier d'aides financières à l'installation de jeunes médecins (lire ci-contre). Malgré des moyens importants investis (1 million d'euros) pour un petit village, les 1 386 habitants sont contraints d'aller voir ailleurs pour consulter. Ce qui ne se fait pas sans difficultés en particulier pour les personnes âgées.



■ Jean-Marie Gilles, maire de Vallabrègues.

« J'en suis à mon 12^e candidat »

Pourtant ce n'est pas faute de candidats ayant frappé à la porte du maire : « J'en suis à mon 12^e, sans compter le téléphone et les courriels » Devenu un produit rare, le praticien n'hésite pas à se "vendre" chèrement. « L'une exige le paiement de son loyer. Un autre la prise en charge des heures de secrétariat. Un troisième réclame à 62 ans, cinq années d'exonérations fiscales. »

Le marché est porteur et les chasseurs de têtes et de pub l'ont bien compris : un cabinet de recrutement belge propose à l'édile, « un médecin belge pour un cachet de 18 000 €. Sans même garantir qu'il reste en poste. » Une revue médicale lui communique des tarifs de petites annonces jusqu'à plus de 23 250 €. Alors qu'il distribue des tracts devant le Palais des papes à Avignon, des représentants d'un congrès de jeunes médecins essaient de lui

soutirer 2 000 €. « J'ai souvent l'impression d'être un commercial. Si j'avais répondu à toutes les sollicitations, j'aurais balancé 100 000 €. » Et quand ce n'est pas l'argent, ce sont les soucis administratifs qui s'en mêlent. « Dernièrement j'ai cru toucher au but avec un praticien d'origine mexicaine. Il a laissé ses affaires chez ma mère pour se marier dans son pays. À son retour le conseil de l'ordre m'a indiqué qu'il avait des procédures en cours et qu'il ne pouvait pas exercer. J'ai aussi reçu un CV d'un docteur avant de découvrir sur internet qu'il faisait de la fraude à la Sécu. J'ai de quoi écrire un roman. »

Jean-Marie Gilles s'avoue parfois « fatigué » par cette inlassable quête. « Mais comme je suis maire et du genre teignous, je repars au combat. » Plusieurs dossiers ont été déposés à l'Agence régionale de santé, des courriers adressés à tous les doyens de facul-

té de médecine du pays, et aux universités européennes, une chaîne humaine a rassemblé 500 personnes dans Vallabrègues. Une débauche d'énergie justifiée par l'importance de l'enjeu engageant l'avenir du village. Il a fallu se mobiliser pour garder le bureau de poste, la boucherie historique, le garage et ses pompes à essence. Et si le médecin disparaît de Vallabrègues, l'activité de la pharmacie locale va chuter impactant le travail des infirmières et des aides soignantes. Une réaction en chaîne que le maire et les habitants veulent à tout prix éviter.

Une bourse anti-déserts

La communauté de communes "Beucaire Terre d'Argence", regroupant Beaucaire, Bellegarde, Fourques, Jonquières-Saint-Vincent et Vallabrègues propose une aide de 800 € net par mois aux étudiants en 6^e de médecine en contrepartie de leur engagement à s'installer sur le territoire ciblé, dès la fin de leur internat, pour une durée égale à celle pendant laquelle ils ont perçu l'allocation. L'objectif est d'implanter (si possible durablement) de nouveaux médecins dans un bassin de vie de 30 000 habitants en proie à la désertification. Si aucun remplaçant n'est trouvé, Beaucaire et Bellegarde pourraient voir baisser respectivement le nombre de généralistes de 14 à 5 et de 7 à 3. L'investissement global pour la communauté de communes s'élève à 38 400 €.